



Réponse à "l'appel contre la guerre à l'intelligence" : l'immobilisme n'est pas une solution !

Dans son édition de cette semaine, l'hebdomadaire "Les Inrockuptibles" publie la liste des signataires d'un appel à "la guerre contre l'intelligence" qui dénonce *"les attaques massives, révélatrices d'un nouvel anti-intellectualisme d'Etat"* que conduirait le gouvernement contre les universités, les laboratoires de recherche, les intermittents, les urgentistes etc... Selon les auteurs de ce texte, le gouvernement mènerait *"une politique d'appauvrissement et de précarisation de tous les espaces considérés comme improductifs à court terme"* et *"une politique de simplification des débats publics"*.

Que penser de cette initiative ? Une fois de plus, certains démontrent qu'ils n'ont rien compris aux enjeux auxquels doit faire face notre société. Passons sur la cécité habituelle qui consiste à considérer que la crise de l'université, de l'hôpital, des professions des arts et des spectacles daterait d'avril 2002, tout comme la fracture urbaine et la "fuite des cerveaux" dans les universités étrangères. Au-delà de ces quelques imprécisions, ce qui est grave, c'est l'étroitesse de l'analyse, l'absence de propositions et le conservatisme que véhicule ce discours. Le refus des réformes, de l'Europe, de la mondialisation illustre une nouvelle idéologie, celle de la fermeture et du déclin, du refus de vivre dans la réalité ainsi qu'une peur de l'avenir.

Remettre en cause des privilèges inéquitables, dénoncer des illusions, demander de justes efforts, faire confiance dans les initiatives, ce n'est pas lutter contre l'intelligence, c'est remettre la France en marche et préparer l'avenir.

Les auteurs de ce texte se trompent et veulent tromper les Français, pour au moins 10 raisons :

1) Seule l'économie de marché permet de créer des richesses qui pourront ensuite être redistribuées. Refuser le *"bon sens économique"*, c'est mener le pays à la faillite et les Français à l'appauvrissement.

2) L'autorité républicaine est la première des libertés, elle a été rétablie par le gouvernement. Refuser de protéger les enfants à l'école ou dénoncer les *"flics sévères"*, c'est nier la violence qui s'est installée dans notre société et qui frappe particulièrement les plus faibles.

3) Les intellectuels ne devraient pas réfléchir seulement pour eux-mêmes ou pour se faire plaisir, ils ont des responsabilités envers la société qu'ils devraient véritablement assumer en proposant plus qu'en s'opposant. Le gouvernement est seul pour réussir l'intégration, lutter contre les extrémismes et les communautarismes.

4) Le droit à des services publics efficaces est devenu une condition de leur légitimité. Refuser de s'interroger sur l'utilité des emplois-jeunes, de rapprocher les décisions des citoyens à travers la décentralisation, de faire fonctionner les services publics au meilleur coût et d'assurer un service minimum, c'est rester sourd aux attentes des Français.

5) L'ouverture sur le monde fait partie de notre avenir. Dénoncer la *"fuite des cerveaux"* dans des *"universités étrangères"*, c'est refuser de se remettre en cause pour comprendre pourquoi ces universités attirent les talents et pourquoi les universités et les organismes de recherche français les font partir.

6) Il n'y a pas de monopole de l'intelligence pas plus qu'il n'y avait de monopole du cœur. Exclure certaines professions du champ intellectuel, c'est aussi refuser les principes de la démocratie et mépriser ceux qui ne sont pas comme vous.

7) L'égalité doit être une réalité. Il n'y a pas de noblesse de l'intelligence qui créerait des privilèges. Les réformes des retraites, de l'assurance maladie et de la dépendance nous concernent tous. Nul ne peut arguer du caractère intellectuel de sa profession pour être dispensé des efforts qui s'imposent à chacun.

8) La création sous toutes ses formes est devenue le moteur de notre société. Créer une entreprise, une association, fabriquer des objets, conduire des projets permettent aussi de faire vivre notre société. Nous ne voulons pas choisir : tous les talents, les initiatives, les énergies intellectuelles ou manuelles enrichissent notre vivre ensemble.

9) Refuser de changer, de s'adapter au nom d'*"un simple regard chez quelques uns de nos voisins européens"*, c'est nier l'Europe et juger sans discernement les expériences de nos voisins, c'est faire preuve d'arrogance et surtout de malhonnêteté intellectuelle.

10) Dire que *"le gouvernement procède à des coupes sombres dans les budgets du savoir et de la recherche"*, c'est tout simplement un mensonge. Tout "intellectuels" qu'ils se revendiquent, auraient-ils mal compris ou simplement négligé la lecture de la loi de finances pour 2004 ?

Lire l'appel contre le gouvernement sur le site <http://www.inrocks.com>

[Réagissez à cet appel sur le forum DI Guerre à l'immobilisme](#)

<http://www.dialogue-initiative.com>